

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
C.C.P. 2.202-22 Marseille  
Chèque bancaire ou

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
« programme communiste »  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

15<sup>e</sup> ANNÉE - N° 253  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
5 au 18 nov. 1977

## Aujourd'hui la révolte de Baader demain celle de la classe ouvrière

La bourgeoisie triomphe ! Même le chauvinisme français ravale pour une fois son antigermanisme viscéral pour applaudir, dans la victoire du gouvernement allemand, celle de la société libérale et démocratique.

Ce triomphe, c'est celui de l'impérialisme. L'ordre établi international a vu se réconcilier dans un front unique pour la défense de ses privilèges, cachés sous le drapeau des libertés, de la morale et autres pieux mensonges, Schmidt et Honecker, Carter et Brejnev, Begin et Arafat. Pour lutter contre le désordre social et pour

préservé sa paix civile, la bourgeoisie abolit toutes les frontières qu'elle dresse habituellement pour se protéger de la concurrence étrangère, pour fractionner les luttes ouvrières et pour lier les prolétaires à la défense, économique ou militaire, de leurs exploités. Face à la menace, pourtant bien faible aujourd'hui, de subversion, la bourgeoisie déclenche une fantastique chasse à l'homme à l'échelle internationale, et comme il est naturel en pareille circonstance, prépare dans les manœuvres d'aujourd'hui les véritables batailles qu'elle aura à soutenir demain.

« Coup pour coup », titrait *Le Figaro* du 20 octobre. « Hans Martin Schleyer est tombé dans une guerre... » « Une guerre entre les Etats libéraux et le terrorisme. D'autant plus cruelle que nous sommes sur le point de la gagner. » Schmidt — suivi de tous les idéologues conscients de la bourgeoisie — a rendu hommage à la « solidarité internationale » qui s'est manifestée, réconciliant tous les gouvernements dans la chasse aux terroristes. Et le prolétariat irait écouter les petits-bourgeois qui rêvent d'un impossible retour à la tranquillité passée et veulent enfermer ses luttes dans le cadre du principe national ? Même notre ennemi nous montre la voie ! A plus forte raison, puisque les prolétaires ont les mêmes intérêts dans tous les pays, notre lutte à nous ne saurait être, elle aussi, qu'internationale !

Ce triomphe, c'est celui de la démocratie. De la méthode démocratique de domination de la bourgeoisie, qui parvient à utiliser un formidable arsenal de répression dans le cadre des constitutions

et des lois approuvées par le suffrage universel ; qui parvient à faire croire aux masses de prolétaires, encore étourdis par les terribles défaites passées, que c'est aussi en leur nom et dans leur intérêt que la classe dominante exerce son oppression ; qui justifie la terreur légale et étatique par la défense de ce « bien commun » à toutes les classes que seraient les droits de l'homme et les libertés du citoyen. Ce triomphe est d'autant plus grand que les « révolutionnaires » eux-mêmes se rallient à ces mêmes principes bourgeois, et appellent les ouvriers à lutter contre la terreur bourgeoise au nom de ces « droits démocratiques » soi-disant au-dessus des classes. Comment la classe ouvrière pourrait-elle mener sa propre lutte sous le drapeau bourgeois, au nom des principes qui fondent sa domination ?

Ce qui a permis le triomphe de la démocratie, ce n'est pas, comme le prétendent les philistins déguisés en révolutionnaires, l'action des terroristes provoquant

### DANS CE NUMERO

- L'extrême gauche devant la campagne antiterroriste et les interventions du Parti.
- Syndicats et luttes ouvrières : la politique CGT-CFDT, Roth frères.
- Le colloque de Bologne.
- Che Guevara.

l'union sacrée de tous les partis. Ou alors, il faudrait condamner toute lutte prolétarienne et y renoncer une fois pour toutes : bien plus que quelques coups de main, les luttes du prolétariat sur son terrain de classe et pour ses objectifs propres, ont toujours provoqué et provoqueront toujours l'union de tous les bien-pensants et de tous les conservateurs. Ce triomphe de la démocratie est dû à l'alignement pratiquement général des partis qui se disent prolétaires (du réformisme officiel à l'extrême-gauche et

(suite page 4)

## Quand l'Afrique sera-t-elle libérée de ses « libérateurs » ?

En Afrique du Sud le régime esclavagiste de l'apartheid fait durement payer aux masses de couleur, dans des bains de sang périodiques, son incapacité à passer des formes négrières aux formes modernes du capitalisme.

Mais cette répression sauvage ne parvient pas à briser la révolte des masses noires, et avant tout des prolétaires, révolte aiguillonnée par la crise mondiale qui accentue la misère dans les zones périphériques du capitalisme.

C'est dans ces conditions que les classes dominantes d'Europe et d'Amérique, qui ont armé jusqu'aux dents le régime de Vorster (la France en premier), feignent de s'indigner des exactions de leurs cousines locales ; elles lancent une campagne hypocrite et mensongère contre les excès de la répression en Afrique du Sud et feignent de mettre l'embargo aux livraisons d'armes pour Pretoria ! En fait si les oppresseurs en chef cherchent à apparaître comme les sauveurs des masses noires, c'est pour mieux maintenir leurs privilèges.

Au Sahara, l'armée du sinistre Dlimi, aidée de celle de la Mauritanie, se sont lancées, avec la bénédiction de Paris, dans la chasse aux populations sahraouies pour le partage des richesses de leur sous-sol.

On sait également que l'impérialisme français exploite durement la Mauritanie, dont les mines de fer de Zouérate l'intéressent au plus haut point et qui n'a pu rêver du gâteau saharien qu'en renonçant à ses velléités d'indépendance vis-à-vis de la France. Aussi est-il logique que les guerrilleros sahraouies s'attaquent à l'impérialisme français à Zouérate.

Et ne voilà-t-il pas que ce dernier médite une intervention pour libérer la Mauritanie des attaques sahraouies ? Qu'il s'agisse de la Mauritanie ou du Zaïre la classe ouvrière ne peut pas ne pas combattre l'intervention de « son » Etat impérialiste et ses justifications.

### RÉUNIONS PUBLIQUES

#### ● A LILLE

Dimanche 27 novembre à 10 h  
27, rue Adolphe

#### ● A TOULOUSE

Mardi 15 novembre à 21 h  
Cité de l'Arsenal, Bât. C

### Leçons de la Révolution d'Octobre

#### ● A PARIS

Vendredi 25 novembre à 20 h 30  
Salles Lancry, 10, rue de Lancry  
75010 Paris (Métro République)

### Terrorisme, démocratie et communisme

#### ● A BESANÇON

Vendredi 18 novembre, 20 h 30,  
Salle municipale  
20, rue de Fribourg, Planoise

### Contre le chômage et les licenciements, une seule arme : la lutte de classe

## Aplatissement complet de l'« extrême-gauche » devant l'Internationale des flics

Comme toute campagne qui prend une certaine ampleur, la campagne politique contre le terrorisme prend une valeur de répétition générale des combats futurs. Les grandes manœuvres actuelles sont comparables de ce point de vue à celles auxquelles la bourgeoisie a contraint toutes les forces politiques il y a deux ans, lors du tir à boulets rouges sur les Comités de Soldats. Chacun y révèle ce qu'il fera demain, quand réappa-

ra la lutte prolétarienne, qui prouvera que des décennies entières de contre-révolution n'auront finalement pas suffi à tuer l'instinct de classe, la haine de classe, le besoin de la lutte à fond contre la bourgeoisie, avec laquelle le prolétariat ne s'abaissera pas à discuter le prix de sa guerre, n'en déplaise aux amateurs de la « révolution » feutrée et sublimée par les bonnes manières de la non-violence démocratique.

Et il faut dire de ce point de vue que l'« extrême gauche », vis-à-vis de laquelle la bourgeoisie a usé avec la plus grande intelligence de la carotte électorale et du bâton de la répression, a montré que, refoulant définitivement en elle-même les élans de révolte qui avaient aidé à sa naissance, elle sait faire des principes que lui a inculqués la bourgeoisie une barrière infranchissable pour son action, pour s'aplatir complètement devant elle.

Quoi ? La lutte prolétarienne devrait, elle aussi, refuser par principe les « méthodes »

dont se sont servis Baader et ses camarades ? Faut-il alors que pour libérer des militants en prison, la lutte prolétarienne renonce, pour sauver ces otages, à prendre à son tour des otages ?

Certes le prolétariat intégrerait ces actions dans une lutte d'ensemble. Mais il ne peut condamner ces actions ou ces objectifs par principe. D'ailleurs, qui les condamne par principe ? La grande victoire de la bourgeoisie est de les faire condamner par les soi-disant représentants des ouvriers alors qu'elle-même n'est pas près de renoncer à ces armes.

C'est ainsi que Badinter, dans *Le Monde* (19-10-77) ou Raymond Aron dans *L'Express* (14-10-77) ne craignent pas de revendiquer même le terrorisme individuel, les attentats, les bombes, les trains qu'on fait dérailler, etc., pourvu, ah oui, pourvu qu'il soit au service d'objectifs bourgeois. L'un et l'autre évoquent bien sûr la résistance, ou les

guerres de libération nationale où « les méthodes de la guérilla sont souvent horribles ; elles ne trouvent de justification que dans l'accord avec les combattants de la masse populaire, réduite à l'impuissance par l'occupation étrangère ou le despotisme », écrit R. Aron.

Pour rudes qu'elles soient, les méthodes de la guérilla sont donc sanctifiées lorsqu'elles sont au service de la défense de la nation ou de la démocratie. Mais bien sûr, les bourgeois les condamnent lorsqu'elles s'insurgent contre leur domination de classe, bien plus despotique que toutes les occupations étrangères. A côté de cette franchise, les « révolutionnaires » ont l'air de lapins. Ainsi, l'UCFML désavoue les méthodes de Baader et des siens en les qualifiant d'« atrocité imbécile », et en disant que « nous, révolutionnaires maoïstes, savons qu'en aucune circonstance, quelle que soit l'intensité de la guerre de classe, nous n'utilisons... »

(suite page 2)

# Face à l'hystérie antiterroriste : deux interventions du Parti

Le tract suivant a été diffusé par nos sections en France.

**CE QUE COMBAT LA BOURGEOISIE DANS LA CHASSE AUX TERRORISTES, C'EST LE SPECTRE DU RETOUR DE LA LUTTE PROLETARIENNE INTERNATIONALE !**

Andreas Baader et ses camarades ont été froidement assassinés dans leurs cellules par l'ignoble ordre bourgeois « démocratique ». Tout le monde les avait condamnés : des parlis bourgeois avoués à ceux qui se disent encore prolétariens, du réformisme officiel (voir en France les réactions du PCF) à l'extrême-gauche (voir les condamnations de la LCR, LO, etc.), tous ont participé à l'écœurante union sacrée pour dénoncer le terrorisme. Quelle formidable victoire pour l'ordre impérialiste ! Il ne restait plus au bourgeois qu'à la couronner en exécutant la sentence, et ce n'est que par un dernier scrupule d'hypocrisie démocratique que la bourgeoisie allemande a tenu à présenter officiellement comme un « suicide » le classique massacre pour l'exemple perpétré par son terrorisme d'Etat.

Quel était le crime des martyrs de Stuttgart ? Ils se sont révoltés les armes à la main contre l'ignoble ordre bourgeois qui exploite, pille, opprime et massacre quotidiennement sur la planète entière. C'est pour cela qu'ils ont été capturés, emprisonnés, tués d'abord un par un, puis en bloc, à la face du monde entier, afin que leurs cadavres servent de leçon à tous les exploités et opprimés qui seraient tentés de se révolter.

Les philistins de la gauche et de l'extrême-gauche respectueuses gémissent hypocritement : « Ces exécutions sont horribles. Mais ces méthodes de violence individuelle ne mènent à rien, elles font le jeu de la bourgeoisie ! » Certes, si Baader et ses camarades espéraient par leur exemple courageux se substituer à des forces objectives qui ne dépendent d'aucune action individuelle, s'ils espéraient par leurs actes ouvrir la voie de la reprise prolétarienne, ils se sont lourdement trompés, et ils ont payé leur erreur

de leur vie. Leur action n'a pas été plus qu'une égratignure sur l'énorme cuirasse blindée de la démocratie bourgeoise. Mais il est inévitable, devant la pourriture et l'oppression toujours plus étouffante de la société bourgeoise, devant la trahison quotidienne et la soumission du réformisme à l'ordre établi, devant l'avachissement des soi-disant « révolutionnaires » trotskystes, maoïstes et autres, et faute d'une véritable alternative de classe, que ces actes désespérés soient de plus en plus nombreux malgré la répression impitoyable qui frappe leurs auteurs. Dire qu'ils font le jeu de la bourgeoisie, c'est cracher au visage et sur les cadavres de tous ceux qui se révoltent contre l'ordre impérialiste. Comme si l'Etat avait attendu les « terroristes » pour perfectionner son immense arsenal de répression et de mort, pour accroître sans cesse ses forces policières et militaires ! Comme si les desperados étaient la cause du renforcement de l'oppression, et non un de ses produits ! Ceux qui prétendent que les terroristes servent la bourgeoisie ne font que dissimuler sous des paroles creuses leur pacifisme foncier, leur renonciation à toute violence, leur soumission actuelle ou future à l'ordre bourgeois. Si on les écoutait, il faudrait renoncer à toute lutte, car toute lutte provoque la réaction de la bourgeoisie et la répression de son Etat ! Si cet Etat se renforce sans cesse, c'est qu'il sent bien l'approfondissement de la crise du capitalisme, la montée des tensions et des antagonismes sociaux — dont le terrorisme n'est que l'expression —, et qu'il se prépare à affronter le seul ennemi qu'il craigne réellement : le prolétariat enfin debout et n'hésitant plus à utiliser sa violence de classe !

Le massacre d'aujourd'hui est donc un avertissement que la bourgeoisie donne à l'adversaire prolétarien de demain, lorsque les mensonges réformistes ne suffiront plus à noyer son énergie dans la collaboration de classe ou dans les urnes des mascarades électorales : tiens-toi tranquille ou gare ! Mais c'est aussi une formidable leçon pour tous les exploités et les opprimés : subissez ou mourez ! Autrement dit il n'y a pas de troisième

voie, il n'y a pas d'issue pacifique, il n'y aura pas en définitive d'autre alternative que la résignation ou la lutte à mort contre l'ordre des exploités. Et pour vaincre, c'est cette même loi que les exploités devront impitoyablement retourner contre leurs maîtres d'aujourd'hui, en leur imposant à leur tour par les armes leur dictature et leur terreur de classe : subissez, bourgeois, la dislocation de votre Etat, la disparition de vos privilèges, l'abolition des classes, la destruction de votre société marchande pourrie ou vous mourrez !

Voilà la leçon que les prolétaires doivent tirer du massacre de Stuttgart. La violence individuelle du désespoir est généreuse mais impuissante : ce n'est pas une raison pour rejeter la violence, au contraire, car l'affrontement final sera inévitable ; c'est une raison pour préparer dès aujourd'hui, longtemps à l'avance, l'exercice de la violence de classe prolétarienne qui seule pourra détruire cette infâme société d'exploitation. La première tâche est donc de combattre impitoyablement le pacifisme et l'esprit de résignation que l'Etat bourgeois et ses complices « ouvriers » — jusqu'à, hélas, certains soi-disant « révolutionnaires » — instillent méthodiquement dans le cerveau de la classe ouvrière par un gigantesque matraquage quotidien.

Dans l'immédiat, face à l'hystérie des classes dominantes et à l'internationalisation de la répression et pour se préparer aux batailles de classe à venir, il est urgent de lutter, dans toutes les organisations prolétariennes ouvertes :

- pour la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques,
- contre les expulsions et les extraditions,
- pour la solidarité de classe avec les victimes de la répression bourgeoise,
- pour l'autodéfense ouvrière,
- pour la solidarité internationale des prolétaires !

\*

Nos camarades allemands ont également diffusé un tract intitulé : TERRORISME ET COMMUNISME, qui disait notamment :

« Les représentants et les bénéficiaires de la société capitaliste, de deux guerres impérialistes (plus de 70 millions de victimes), de l'extermination de peuples entiers, de la violence muette de la production du profit (...) ont affiché dans tous les pays leur soulagement cynique après les derniers événements. Plus encore : ils jubilent, car ils ont même réussi à détourner momentanément la révolte consciente et inconsciente, l'insatisfaction et l'amertume suscitées par le capitalisme sur ceux qui ont osé combattre ce système avec les seules armes que lui-même reconnaît : les armes de la violence. [...] »

Tous les partis, toutes les institutions et les personnalités qui soutiennent cet Etat essaient d'exploiter les actions terroristes pour justifier la répression croissante [...]. Mais ils ne visent pas uniquement les terroristes. Ceux qui gouvernent savent très bien qu'une poignée de terroristes ne peut ébranler leur domination. Mais ils savent aussi qu'aujourd'hui les terroristes — aussi isolés et impuissants soient-ils — ne font qu'anticiper sur ce que demain la classe ouvrière fera inévitablement, forcée par la dégradation de son niveau de vie : ils brisent le monopole de la violence politique de l'Etat capitaliste et attaquent la bourgeoisie avec les moyens qu'elle utilise elle-même depuis des siècles pour assurer ses privilèges. [...]

Comme l'illustre la répression actuelle, la bourgeoisie est obligée de reconnaître ouvertement dans sa pratique quotidienne que la démocratie n'est pas en mesure de bannir autrement que par la violence ouverte les contradictions qu'engendre inévitablement cette société. [...]

Et plus l'Etat constitutionnel montre ce qu'il est réellement, plus les droits démocratiques montrent clairement ce qu'ils valent, et plus la « gauche » essaie de défendre et l'Etat légal et les droits constitutionnels. Les prolétaires n'ont pas de droits à perdre dans cette société ; ils ont à les violer dans la lutte collective et finalement à détruire tout le droit qui préside à l'exploitation et à l'oppression [...]. »

## Aplatissement complet de l'« extrême-gauche »

(suite de la page 1)

liserons de semblables moyens ». La LCR, pour sa part se tortille ; elle condamne la « terreur solitaire [qui] perdant toute racine et tout rapport avec la pratique et l'expérience historique des masses, se transforme en décalque de la barbarie du capitalisme » (Rouge, 17-10). Car la LCR se place sur le terrain de la morale : « Nous ne sommes pas de ces esprits forts qui considèrent que la faillite de la morale bourgeoise entraîne la débâcle de tout système moral ». Mais, malgré les affirmations des philistins de la LCR, leur morale n'est pas celle de la révolution. Elle consent toute juste à envisager la « terreur révolutionnaire à laquelle le recours, en certaines situations, peut être fondé, du moins débattu » (sic !). Mais elle repousse avec horreur l'idée d'exécuter des otages qui n'ont rien à voir avec le combat engagé... Faut-il lui rappeler que Marx a hautement revendiqué l'exécution des otages par la Commune ? L'article de Rouge renie la morale révolutionnaire et révèle son pacifisme foncier en affirmant que « pour des révolutionnaires, la « nécessité » politique ne justifie pas tout. Le stalinisme fut précisément une perversion de la pratique révolutionnaire en ce sens qu'il introduisit comme une des tables de la Loi révolutionnaire que « la fin justifie les moyens ». De ce principe d'humanité peut découler tout le reste ». Comme on voit, on est loin d'une discussion sur l'efficacité du terrorisme à la Baader, on est tombé dans un principe d'humanité au-dessus de la lutte des classes ! Pire que cela, en passant on a ravalé la lutte entre les révolutionnaires et le stalinisme à un débat sur la moralité des moyens, alors qu'elle découlait d'une opposition absolue sur les fins ! Voilà où mène la rage de se démarquer du terrorisme.

« Rien, dans les méthodes, ne distingue ces actions de celles de braqueurs de banque agissant pour leur propre compte », conclut Rouge qui, décidément, n'en rate pas une. Oui, Messieurs les pacifistes, les méthodes de la terreur sont... terroristes. Elles visent, par tous les moyens disait Trotsky, à faire céder, plier ou reculer l'adversaire. Contrairement à l'idée que vous répandez, le prolétariat devra empoigner et utiliser toutes les armes de la terreur pour écraser la bourgeoisie et l'empêcher de relever la tête. Les arguments que vous avancez aujourd'hui risquent d'entraver demain le développement du véritable terrorisme révolutionnaire ! Et vous communiquez là en pacifisme avec Le Monde Libertaire (20-10) pour qui « la prise

d'otages n'est en fait qu'un phénomène de banditisme ».

Bref, pour être révolutionnaire, il ne suffit pas de dénoncer la violence et la terreur de l'Etat bourgeois, il faut encore revendiquer la violence et le terrorisme comme armes indispensables de l'émancipation du prolétariat. Ceux qui s'y refusent sont tout naturellement conduits à imputer aux terroristes la responsabilité de l'oppression et de la répression croissantes de l'Etat. « La RAF provoque l'union sacrée derrière Schmidt », titrait Rouge du 18-10, et le communiqué du BP de la LCR du 18-10 déclarait tristement : « Nous savons ce que va coûter à la classe ouvrière allemande qui se bat contre le chômage et l'austérité, elle aussi, l'union sacrée sans faille reconstituée derrière Schmidt ». Par la faute des terroristes, bien sûr, et le BP est bien bon de ne « pas joindre sa voix au concert des acclamations » qui saluent leur fin tragique. Le tract appelant au meeting du 26-10 essaie bien, à la première page, de montrer que l'action et la menace « terroriste » n'est qu'un prétexte pour le renforcement de la répression qui, en réalité a commencé depuis bien longtemps ; mais à la deuxième page le bout de l'oreille ressort : la voie pour faire reculer la bourgeoisie allemande est celle du mouvement de masse, et « c'est précisément (sic !) au moment où cette voie s'élargissait devant les militants ouvriers que les folles entreprises de la Fraction armée rouge ont permis à Schmidt de reprendre l'initiative ». Comme disait tout aussi crapuleusement LO, dans le titre de bulletins d'entreprise : « A jouer au plus salaud avec l'Etat bourgeois, Baader devait nécessairement être vaincu » !

Face à cette « initiative » de la répression, tous ces pseudo-révolutionnaires crient au « respect des droits démocratiques ». C'était la position défendue par la quasi-totalité des orateurs du meeting du 26-10 : « Contre la répression, pour la défense des libertés démocratiques en Allemagne » appelait leur tract, et toute la presse reprend les mêmes thèmes. Du coup, le PCRml a pu « soutenir » ce meeting, lui qui dénonce « les actes insensés du commando preneur d'otages » aussi bien que le « vaste complot contre les droits démocratiques des travailleurs » (voir Le quotidien du peuple du 19-10, par exemple).

Au moment même où la bourgeoisie montre ouvertement que tout son arsenal juridique a en réalité pour objectif de maintenir son ordre social et d'écraser impitoyablement tous ceux qui se dressent contre lui, voilà les « révolutionnaires » qui engagent les prolétaires à lutter pour que le droit

bourgeois les protège contre l'Etat bourgeois ! Et quand la bourgeoisie assassine froidement ses prisonniers, ils en appellent à des « commissions internationales d'enquête » ou autres tribunaux Russell, arbitres au-dessus des classes. A première vue, ils le font dans l'espoir d'obtenir ainsi le soutien des partis « démocratiques » et des opportunistes officiels. Ainsi, un orateur du meeting a dit que la campagne pour Klaus Croissant ne sera efficace que « si on parvient à y entraîner tous les partis ouvriers ». En d'autres termes, de même qu'ils comptent toujours sur les agents de la bourgeoisie pour défendre les prolétaires contre le capital et pour aller vers le socialisme, ils comptent sur eux pour défendre les militants frappés par la répression. C'est pire qu'une illusion, c'est une trahison, car ainsi ils empêchent les prolétaires de s'organiser et de lutter avec leurs armes de classe. C'est dans cette ligne que Rouge (25-10) s'indigne des atteintes à la liberté de Libération. Un groupe d'Autonomes, mécontents, et pour cause, de la façon dont ce journal avait parlé de Baader, avait occupé la rédaction ; Rouge proteste : « La liberté d'expression, la liberté de la presse sont des droits démocratiques avec lesquels il n'est pas question de transiger. Les bafouer condamne la cause qu'on prétend défendre. Il est absurde de penser que l'on lutte contre les idées réactionnaires en les empêchant de s'exprimer », dit Rouge, pour qui il ne s'agit, comme pour Kautsky, qui reprochait aux bolchéviques d'interdire la presse contre-révolutionnaire, que d'une lutte d'idées. La lutte des classes... En réalité il est criminel de prêcher la liberté d'expression pour l'ennemi. Et si nous revendiquons la possibilité de nous exprimer et de publier notre presse, ce n'est pas en vertu d'un droit abstrait égal pour tous ; la lutte du prolétariat doit arracher cette « tolérance » à l'ennemi. De même, ce n'est pas en vertu d'un droit que nous pouvons exiger la libération de Croissant, et en fait ce n'est pas une question de droit, mais de force : si des forces suffisantes tendent à imposer cette libération, l'Etat cédera, sinon il livrera Croissant à Schmidt, quel que soit l'aspect juridique du problème. S'il est stupide de demander à l'ennemi de nous garantir des droits pour lutter contre lui, cela ne signifie pas que nous nous interdisions de lui arracher des concessions !

L'argument le plus souvent avancé par l'extrême gauche pour désavouer Baader, c'est son « isolement » de la « grande masse des travailleurs », qui à en croire LO du 29-10, « condamne les terroristes ». Sous une forme ou une autre, tout le monde insiste sur ce

point. En fait, et une lettre de lecteur dans LO le montre bien, cet « isolement » est beaucoup moins grand que la presse bourgeoise le prétend, et les gauchistes apportent justement de l'eau au moulin de l'Etat bourgeois. En bon démocrate, celui-ci crie : les terroristes ne sont qu'une poignée, et tous, même les ouvriers les condamnés ! Et les gauchistes de répéter sagement, prenant les déclarations de la presse à sensation (libre...) pour argent comptant. Alors que le parti doit être en avant des masses pour leur indiquer le chemin, ceux-là sont même en retrait par rapport aux réactions spontanées de beaucoup d'ouvriers. Qui donc méprise en réalité les masses de travailleurs ?

Et finalement, ils cherchent tous à opposer un mouvement de masse... non pas tant à la bourgeoisie et son Etat qu'aux terroristes ! « Une course de vitesse s'engage entre la nouvelle gauche allemande et le terrorisme », fait dire à Cohn-Bendit Politique Hebdo du 24-10. Courons donc après les masses, camarades. Et comme cela n'irait pas assez vite de mobiliser les masses sur un terrain de classe, et bien cherchons un terrain interclassiste. « Notre voie, dit le tract d'appel au meeting, est celle du mouvement anti-nucléaire, des 50.000 manifestants qu'il a rassemblés... » et qu'on mélange avec les métallos ayant mis les bonzes en minorité dans le puissant IG Metall : « Cette voie est celle de la lutte unie contre l'austérité et la répression ». Unité de qui ? « Du peuple tout entier », disent ouvertement les maoïstes. Et nous devons citer l'UCFML qui va jusqu'au bout de ces positions : « Etre un révolutionnaire allemand exige que l'on sache d'abord ce que c'est, aujourd'hui, qu'être un allemand tout court », et pour qui « Baader a cessé d'être un révolutionnaire » parce qu'il se voulait internationaliste !

Internationalistes, il y en a bien peu qui le sont. Tous se défendent d'être « anti-allemands », mais le fait même qu'ils doivent s'en défendre est significatif ! Défendre Croissant au nom de « l'indépendance de la France », du principe de « non ingérence » et autres balivernes bourgeoises va à l'encontre d'un développement et d'une internationalisation des luttes prolétariennes.

Nous n'avons pu citer ici que quelques passages parmi les plus significatifs. Mais l'ensemble des positions prises par l'extrême gauche, placée au pied du mur, a accéléré un processus dans lequel elle était déjà engagée. Alors que les grands partis opportunistes deviennent toujours plus ouvertement des agents de la bourgeoisie, les gauchistes commencent à prendre leur place.

# CGT-CFDT: moyens divers pour tenir les freins serrés Ils ne savaient pas

Interviewé à Europe N° 1 le 9 octobre sur les difficultés de l'Union de la Gauche, Edmond Maire a répondu en substance : « C'était bien la peine que nous leur laissions deux ans de calme social pour qu'ils s'entendent » : bel aveu du rôle réel de pures et simples « soupapes » des « journées d'action » de 76 et 77.

Si le cours historique de la direction CFDT, comme de la CGT, pouvaient laisser l'illusion que cette « petite phrase » annonçait une reprise, que la CFDT et la CGT allaient se mettre à assurer au moins la défense minimum, trade-unioniste, des intérêts immédiats des ouvriers durement frappés par le chômage et l'inflation, les semaines écoulées depuis ont assez prouvé que non, et le Figaro du 27 octobre pouvait constater avec satisfaction : « Rarement l'automne aura été aussi calme sur le plan social ».

A côté des deux centrales ouvrières majoritaires, les collaborationnistes ouverts de FO font presque figure d'agités lorsqu'ils soulèvent des questions comme celle de la cinquième semaine de congés payés (en précisant bien tout de même que c'est, comme le dit Bergeron, la « moins coûteuse » des réformes envisageables...). Pour la CGT et la CFDT, même ces grandes journées d'action-exutoire promises au début de septembre comme un hochet aux travailleurs combattifs sont devenues des « derniers recours » : seuls une partie des fonctionnaires ont défilé le 27 au cri béant de « Union, action, ... NEGOCIATIONS ! ». En cette fin d'octobre, la presse bourgeoise constate que le complexe sidérurgique de Thionville va entrer en sommeil, jetant à la rue environ 2.700 travailleurs de plus, au milieu du désarroi et de la dispersion des ouvriers touchés : « Du cri de « Usinor-Thionville vivra » poussé par l'intersyndicale et quelque quinze mille poitrines lors de la grande manifestation d'avril dernier ne reste aujourd'hui que

l'écho », constate Le Monde du 27-10. En réalité, le sursaut de résistance qui avait donné lieu au printemps à ces manifestations a été cassé, les premières tentatives d'organisation littéralement cisailées par une stratégie de sabotage que les deux centrales CGT-CFDT ne cessent de perfectionner : manifestations dévoyées en promenades pétitionnaires, remplacement de la grève par d'autres « moyens d'action » du type délégations et questions aux députés, grande campagne sur des plans de sauvetage-bidon pour gagner du temps... C'est un des exemples navrants de la façon dont agissent ces pompiers sociaux. En revanche, s'il y a un domaine dans lequel ils s'entendent à « renforcer l'action », c'est dans la chasse aux sorcières à laquelle se livre tout particulièrement la CFDT, qui tient les promesses d'ordre et de responsabilité faites à la CGT à ses deux derniers congrès nationaux : exclusion d'une section PTT trop remuante dans la région lyonnaise, vigilance pour évincer tout « gauchiste » présumé des organismes de direction, même locaux : mieux vaut prévenir que guérir ! La CFDT se présume contre ce que son bureau national appelle « des réflexes de type anarcho-sindicalistes ou basistes » (Syndicalisme du 13-10-77), car la « base » n'est plus en odeur de sainteté chez ces ex-adhérants de la spontanéité et de l'initiative locale !

A la CGT et dans les syndicats dirigés par l'opportunisme (comme le SNES à l'intérieur de la FEN), c'est une autre tactique qui semble prévaloir, celle de l'ordre par le vide, de l'absence de toute vie syndicale de section, remplacée par des proclamations d'une bureaucratie caricaturale, qui ne prend même plus la peine d'avertir ses adhérents de leurs propres journées d'action.

Pendant ce temps, aux sommets des appareils, les Messieurs Bons-Offices occupent la galerie avec leurs appels à l'unité des partis

et leurs missions diplomatiques d'un bout à l'autre de l'Union de la Gauche.

La CGT a lancé les 18-19 octobre une Adresse solennelle aux travailleurs les adjurant de rester fidèles au « vrai » programme commun et à sa « stratégie de rupture » avec le capitalisme, dont elle est bien incapable de donner les preuves. La CFDT a commencé sa série d'entrevues avec les partis de gauche par les radicaux, et c'est une « découverte mutuelle » (sic) Robert Fabre a senti « une très large convergence, notamment sur le nouveau type de développement », c'est-à-dire sur les thèmes de la qualité de la vie, qui, si l'on ne touche pas aux bases même du capitalisme, ne sont que des fariboles d'écologistes. Que l'une reste dominée par le PC tandis que l'autre penche de plus en plus vers le PS n'empêche pas la CGT et la CFDT de s'entendre à merveille, comme le reconnaît Krasucki dans la VO du 17 au 23 octobre, sur le sens de cette « action » qui ne vise pas tant à replâtrer la Gauche qu'à fournir aux masses un succédané de l'opium parlementaire : il fallait attendre la victoire de la Gauche, il faudrait désormais attendre le prochain épisode de ses mésaventures pour entreprendre quoi que ce soit.

En réalité, les travailleurs sont moins dupes que désorientés et démoralisés par ce cours tortueux. Ça et là pourtant (par exemple, dans les ateliers les plus combattifs de Renault-Billancourt), ils reprennent pied sur le terrain limité, mais sûr, de la grève sans limitation de durée avec occupation, se cramponnant à leurs armes de classe et refusant d'écouter les sirènes opportunistes qui les invitent à se fier aux pétitions, négociations, « garanties juridiques », etc. Pour faire sauter le couvercle de la grande paix syndicale, il faudra que ces luttes se coordonnent, donnent naissance à des avant-gardes de travailleurs organisés : mais d'ores et déjà, elles indiquent le chemin.

Mis en cause par Teng Hsiao-ping parce qu'il était ministre de l'Air quand eut lieu le bombardement de Sétif le 8 mai 1945 (Thorez, lui, était vice-président du Conseil), Charles Tillon a répondu : « La vérité, c'est que le ministre de l'Air de 1945 n'appartient pas au lendemain du bombardement de Sétif l'usage des forces aériennes stationnées en Algérie et dont l'emploi dépendait comme celui des autres armées, directement de l'état-major de la Défense nationale, soit du général Juin ».

Ou bien le PCF est complice actif de l'impérialisme, ou bien alors c'est que les ministres « ouvriers » au gouvernement ne servent pas à défendre les ouvriers. En réalité, il s'agit des deux à la fois.

## REUNIONS PUBLIQUES

### ● A STRASBOURG

Judi 10 novembre à 20 h 30  
Maison des Syndicats,  
1, rue Sédillot

## Solidarité de classe avec les travailleurs immigrés

### ● A PARIS

Vendredi 18 novembre, 20 h 30  
AGECA, 177, rue de Charonne  
75011 Paris

## A bas le contrôle de l'immigration !

## Che Guevara

Il y a dix ans, le 8 octobre 1967, Ernesto « Che » Guevara tombait sous les balles de l'impérialisme yankee et de ses alliés latino-américains. Sa mort marque la fin de la vague anti-impérialiste qui a secoué l'Amérique Latine au lendemain de la deuxième guerre mondiale, vague dont il exprimait l'aile la plus radicale : la révolution paysanne. L'aspect politiquement le plus important de cette révolution, plus que la victoire cubaine pourtant formidable, est la revendication du caractère continental de la révolution en Amérique Latine, dont le Che est le symbole.

Dans l'élan de la révolution cubaine, qui se proclamait une simple partie de la « révolution latino-américaine », cette conscience du caractère continental de la révolution a essayé de se donner un programme et une organisation uniques avec la création de l'OLAS (Organisation Latino-Américaine de Solidarité), deux mois avant l'assassinat du Che. Guidé par le principe du besoin de la violence révolutionnaire, principe que les réformistes socialistes et stalinien avaient foulé aux pieds, ce programme donnait au mouvement révolutionnaire dans toute l'aire allant du sud du Rio Grande à la Patagonie le but commun de battre la « Sainte Alliance » impérialisme-oligarchies locales au moyen de la lutte armée dirigée contre les Etats locaux qu'il faudrait détruire. Et comme pour condamner d'avance l'infâme réformisme qui règne aujourd'hui, l'OLAS rappelait que cela supposait la lutte et contre les fameuses bourgeoisies nationales et contre l'ensemble de la hiérarchie militaire et l'Eglise : on était alors à mille lieues des louanges aux généraux et curés progressistes !

Il est clair que ces revendications font encore partie du programme de la révolution en Amérique Latine, bien qu'elles soient naturellement insuffisantes pour accomplir la tâche suprême proclamée par l'OLAS : la destruction de l'impérialisme. Celle-ci exige l'unification de la lutte des masses prolétaires et paysannes d'Amérique Latine avec celle du prolétariat des Etats-Unis, ce que seul le prolétariat révolutionnaire des deux Amériques peut réaliser. Mais le prolétariat était alors absent de la scène historique et n'a donc pas répondu à l'appel que lui lançaient, depuis La Havane, les représentants de la révolution paysanne. Isolée, comme le Che dans la selva bolivienne, elle a épuisé ses énergies et a finalement été battue. L'appel, cependant, reste vivant, et la nouvelle vague révolutionnaire devra lui répondre. Pour cela, il est indispensable que le mouvement prolétarien révolutionnaire soit internationalement reconstitué : c'est à quoi nous travaillons.

leed :

**EL PROGRAMA COMUNISTA**

## A propos du colloque de Bologne contre la répression

Avant de résumer le sens politique du colloque, qui a rassemblé à Bologne l'essentiel de l'extrême gauche italienne, nous rappelons les grandes lignes de notre position, que développait un texte diffusé à Bologne par nos camarades italiens.

1. — Nous ne voyons nullement dans la répression un usage « exagéré », « anti-démocratique », « illégal » de la violence d'Etat bourgeoise. Le problème de la répression s'inscrit dans le cadre de l'usage de la violence par la classe qui détient le pouvoir, usage dont les modalités sont dictées, non par des règles juridiques, mais par la nécessité imposée par des processus historiques. Aujourd'hui nous nous trouvons devant des manifestations de la crise historique du système bourgeois provoquant un renforcement, qui sera poussé jusqu'à son paroxysme, des moyens de défense adoptés par ce système social. La crise multiplie les énergies de la classe au pouvoir, sa résistance. Il faut examiner non pas le degré de la répression en général, mais la ligne historique suivie par la violence bourgeoise.

2. — Le totalitarisme du pouvoir, qui est simplement accentué par la crise, n'est pas en contradiction avec le développement de la démocratie, avec la décentralisation du pouvoir. Ce que cherche la bourgeoisie, c'est la collaboration de la classe ouvrière ; elle prétend coopérer avec une classe dont la tâche historique est d'être son fossoyeur. D'où les mille et une formes de « progrès démocratique », qui vont du plus petit comité de quartier au Parlement. Le développement de la démocratie n'élimine pas la contradiction propre à tout Etat bourgeois, qui réside dans ce fait qu'il y a, d'une part des citoyens avec tous leurs « droits » et, d'autre part l'esclavage que représente le travail salarié. Cette contradiction ne se résoud pas en obtenant plus de démocratie. C'est la révolution qui la balayera, en même temps que la démocratie bourgeoise.

3. — Le point central de la stratégie bourgeoise est de faire participer la gauche politique et syndicale à la gestion du système. En Italie l'économie, l'Etat, la nation, sont en crise : sauvons-les, dit l'opportunisme, en participant à leur fonctionnement ! La conséquence, c'est l'austérité et la défense de l'ordre. A l'extrême gauche certains pensent que l'accroissement de la crise servira à provoquer une riposte de la classe ouvrière. Mais il n'y a pas une riposte véritable sans un travail de reconquête de la part du parti révolutionnaire, sans réimportation dans la classe de la théorie et de la tactique communistes.

4. — Aujourd'hui en Italie la gauche est tellement impliquée dans le processus de cogestion qu'elle impose les sacrifices les plus lourds à la classe ouvrière, au nom bien sûr de la « reprise ». Sur le plan de la défense de l'ordre, elle en est à faire réprimer les ouvriers par des ouvriers, à transmettre

des renseignements à la police, à se mettre à sa disposition pour qu'on fasse des « procès exemplaires » contre ceux qui troublent l'ordre. Alors que Bologne était quadrillée militairement par les forces de l'ordre, le maire PC de la ville, Zangheri, a dit — et ce n'était pas une gaffe ! — : « Nous sommes en guerre et nous ne pouvons pas critiquer ceux qui combattent ».

Entre révolutionnaires et révisionnistes il n'y a pas de front possible contre la bourgeoisie. Le chemin du stalinisme et celui de la révolution divergent au moins depuis 1926 et passer ce fait sous silence revient à commettre un véritable crime contre le prolétariat.

Le problème difficile qui se pose aux révolutionnaires n'est pas de réunir l'armée prolétarienne et les détachements opportunistes mais, à partir des conditions matérielles d'oppression, de détacher de l'opportunisme les masses exploitées.

\*

Qu'a-t-on vu au colloque anti-répression de Bologne ? On a vu se confirmer la rupture entre le camp des « démocrates » et le « mouvement », mais cette rupture s'est faite sur des questions de méthode (l'usage ou non de la violence) et non sur des questions de contenu politique. Dans l'ensemble, les « Autonomes » anarchisants sont sortis vaincus de l'épreuve, dans la mesure où ils ont été réduits au silence — avec des moyens qui n'ont rien de démocratique — par la « majorité démocratique » dans laquelle ont conflué probablement, avec « l'extrême gauche », des militants du PCI aussi bien que des syndicats.

Ce qui est apparu nettement à Bologne, c'est qu'il y a une rupture dans les faits entre les légalistes qui font continuellement appel à la « culture », aux « droits des dissidents », aux « droits de l'homme », et ceux qui, antilégalistes par principe, utilisent la « critique des armes » mais sans orientation classiste ni marxiste. Mais cette rupture ne trouve pas de voie pour produire quelque chose de positif.

D'une part il y a le MLS (Mouvement des travailleurs pour le socialisme) qui est un groupe d'orientation stalinienne, issu de l'ex-Movimento Studentesco, et d'autre part les Autonomes proprement dits. Mais ces derniers ne font pas une critique correcte du stalinisme, ils ne parlent pas de son orientation démocratique, frontiste, nationaliste. Or en Italie aussi, l'extrême gauche, qu'il s'agisse de Lotta Continua, du MLS, du PDUP-AO (Parti d'Unité Proletarienne — Avanguardia Operaia), d'AO-PDUP, de la Lega dei Comunisti, des GCR, etc., rêve d'un front avec le PC.

Le MLS condamne naturellement l'antilégalisme des « Autonomes » mais ceux-ci critiquent le stalinisme sous l'angle démocratique, en lui reprochant d'être centralisateur,

bureaucratique, antidémocratique. Or dans ce type de critiques les Autonomes sont en triste compagnie (les « dissidents » de l'Est, les Soljenitsine et Cie, ne font-ils pas les mêmes critiques ?).

Par ailleurs, comme le PCI se présente de plus en plus comme un parti démocratique, le « mouvement » montre en réalité qu'il est prêt à rallier le PCI. La seule différence qui reste est l'usage de la violence.

Si nous saluons la rupture qui s'est opérée entre le démocratisme et l'« illégalisme » de type anarcho-sindicaliste, c'est parce qu'elle est le symptôme d'une crise sociale et parce qu'elle annonce d'autres fractures bien plus importantes entre l'opportunisme et la classe ouvrière à laquelle il faut savoir s'adresser de façon correcte — antidémocratique — si on ne veut pas qu'elle soit dévoyée et engagée dans une impasse.

## Solidarité avec les ouvriers d'Equateur et d'Argentine !

Les travailleurs de Renault-Cordoba (Argentine) sont entrés en lutte pour une augmentation de salaires. L'armée a occupé l'usine et a arrêté cent trente ouvriers et les responsables du Syndicat Renault, ce qui, dans les conditions de répression féroce que connaît le prolétariat, aurait dû provoquer une intervention immédiate de solidarité de la part des syndicats ici. C'est le moment qu'a choisi Roger Sylvain, superbonze bien connu de la CGT de Renault France pour demander la solidarité de son... PDG. « Nous vous demandons — lui écrit-il respectueusement, d'après Le Monde du 28-10-77 — d'intervenir auprès du gouvernement argentin » et « auprès de la direction de Cordoba » car « il s'agit d'événements d'autant plus inadmissibles que cela semble se faire au nom de la Régie nationale » et « donner une image très particulière de notre pays en Argentine et en Amérique Latine ». Demander la solidarité de l'entreprise qui doit exploiter les prolétaires, pour implorer la clémence de l'Etat qui doit les réprimer, voilà la trouvaille de l'opportunisme !

A Guayaquil, en Equateur, lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre, cent vingt personnes ont été tuées, « précipitées dans des cuves de sucre en fusion, noyées ou enterrées » (Le Monde du 22 octobre). Des grèves de solidarité ont éclaté dans tout le pays.

Il n'y a pas d'autre voie que la solidarité ouvrière et la lutte contre les classes dominantes car c'est de leur élimination que pourra finir la barbarie du capital.

# Roth-Frères : l'entrave du suivisme

Cette entreprise « familiale » emploie 1.200 personnes dont 2/3 d'immigrés, et produit 65 % des sièges de voiture en France. Au printemps 77, malgré la répression impitoyable de toute ébauche d'organisation sous couvert de paternalisme, un noyau d'immigrés combattifs avait pourtant réussi à se regrouper dans une section CFDT. La grève de 3 semaines en juin dernier, résultat de leur travail de préparation, et qui constitua un affrontement de classe particulièrement sévère, se heurta à la fois à l'intervention brutale de la police et à l'action démobilisatrice des bonzes. L'accord final, présenté par eux comme une grande victoire, portait le germe d'une nouvelle division des travailleurs selon l'ancienneté (et donc la nationalité). Une grande partie des grévistes avaient repris le travail à contre-cœur et n'accordaient plus leur confiance à la CFDT et à leurs délégués soumis aux bonzes de l'Union Départementale et de la Fédération.

A la rentrée, le retour de manivelle ne se fit pas attendre : création d'une section FO de jaunes, brimades, intimidations, licenciements au moindre prétexte, mise en place d'une véritable milice patronale armée.

Les travailleurs répliquèrent par la grève le 7 septembre. Faute d'une organisation que la CFDT a volontairement refusé d'assumer, le travail a repris dans la rancœur et le découragement.

Les patrons n'ont pas manqué d'exploiter la situation : chaque jour apportait sa fournie de licenciements de travailleurs combattifs et de manœuvres d'intoxication et de division. A ce jour le nombre de licenciements s'élève à 40 !, et la direction accentue la pression sur les immigrés, allonge la journée de travail, introduit des intérimaires français dans les chaînes pour tenter de les opposer aux immigrés, pour tuer dans l'œuf l'ébauche d'union par-delà les catégories et les nationalités que les ouvriers avaient forgée, et empêcher préventivement toute reprise de la lutte.

Parallèlement, les bonzes CFDT parvenaient à isoler les travailleurs licenciés des autres prolétaires en préconisant en AG de placer la « lutte » contre les licenciements sur un terrain strictement juridique et légaliste... Ils furent plus précis lors d'une nouvelle réunion strictement réservée aux adhérents et convoquée par lettre : obtenir d'abord, par des démarches auprès de l'inspection du travail et des tribunaux, la réintégration d'un délégué CFDT licencié, et élargir cette mesure ensuite, par les mêmes démarches, aux autres licenciés (sic !), renforcer la CFDT et obtenir qu'elle soit reconnue officiellement par les patrons en

vue des futures élections du Comité d'entreprise. A la violence de l'Etat et des patrons l'UD-CFDT n'opposa donc que des lamentations verbales et juridiques aussi inutiles que démobilisatrices.

D'ores et déjà, il apparaît clairement aux plus combattifs et à la plupart des licenciés que l'UD-CFDT place ses intérêts de boutique bien au-dessus de ceux des prolétaires et qu'elle cherche à isoler les plus remuants pour apparaître comme un partenaire respectable et docile aux yeux des patrons. Par là elle essaye de paralyser toute réaction de classe des travailleurs de Roth et toute solidarité ouvrière élémentaire.

Pour lutter contre le découragement et la démobilisation nos camarades sont intervenus dans les différentes réunions et ont diffusé un tract (cf. *Le Proletaire* n° 251) auprès des ouvriers de Roth et des autres entreprises de Strasbourg, appelant les travailleurs à préparer une véritable riposte, appelant à la solidarité de classe de tous les ouvriers et à la constitution d'un comité de soutien ouvert à tous les travailleurs, comité dont la nécessité se faisait sentir face à la trahison de l'opportunisme syndical. Cet appel convergait avec l'action de militants locaux du MTA (écœurés par la CFDT et ayant des liens dans l'usine) ce qui a permis la création d'un Comité de Soutien aux Travailleurs de Roth, dont le but est de soutenir la lutte contre les licenciements, en aidant au renforcement de l'unité et de l'organisation des travailleurs de Roth et au développement d'une solidarité réelle de classe par-delà les barrières d'usine, de catégorie et de nationalité.

Ce comité a, en dehors du sabotage des bonzes syndicaux, de nombreux obstacles à surmonter pour mener un travail élémentaire de classe d'autant plus indispensable que l'enjeu est de taille, en particulier les entraves qu'apporte l'orientation politique de divers groupes gauchistes. Ainsi dès la première réunion de ce comité la LCR s'est montrée pour ce qu'elle est : un rabatteur de l'opportunisme. Car la LCR refusa d'y participer, expliquant que ce genre de comité n'a de sens que quand une lutte est en cours (alors que la répression patronale, elle, profitant de l'inertie des bonzes syndicaux, va bon train) et qu'il fallait plutôt obliger les bonzes à s'occuper du problème et les partis politiques de gauche à prendre publiquement position. Bref il ne faut lutter que si l'on a la permission de l'opportunisme politique et syndical : bel exemple de suivisme démobilisateur et criminel. L'OCT brille par son absence : la situation de Roth n'est pas aujourd'hui susceptible de concerner, voire

d'émouvoir, « l'opinion publique », cette putain devant laquelle s'agenouillent tous les démocrates. Drapeau Rouge justifie son inaction par l'attente d'un mouvement spontané de grève des travailleurs, alors qu'ils sont justement isolés et abandonnés face à la répression et à l'oppression quotidienne, comme si les militants révolutionnaires n'avaient pas le devoir d'apporter tout leur soutien aux prolétaires pour les aider à préparer une riposte efficace sur le terrain de la défense immédiate des conditions de vie et de travail, sans pour autant développer des manœuvres destinées à servir des intérêts de secte.

Enfin l'ORPCF (groupe maoïste local, scission de l'Humanité Rouge) qui a certains contacts à Roth, a réagi en créant un comité fantôme dans lequel il entend bien être le seul à tirer, de manière déguisée qui plus est, les ficelles. Par le truchement de ce comité l'ORPCF ne fait que proposer des démarches juridiques soi-disant plus efficaces que celles de la CFDT et qu'organiser un tournoi de sixte (football à six). Sans commentaire... En réalité par de telles pratiques misérablement manœuvrières ce groupe espère développer une influence sectaire lui permettant d'utiliser le mécontentement ouvrier au profit de ses intérêts de chapelle et ne veut absolument pas qu'une véritable dynamique unitaire de lutte à la base et dans l'action se développe par peur de perdre cette illusoire influence. Aussi l'ORPCF préfère-t-il laisser ce comité bideon en hibernation pour le ressortir si se développe une lutte, à la préparation de laquelle il n'aura en rien contribué. Il n'y a, là aussi, qu'un suivisme de très bas étage.

Malgré tous ces obstacles le comité de soutien développe un travail patient qui lui a permis de tisser des contacts entre des travailleurs de Roth et des licenciés, et il a distribué massivement un tract en plusieurs langues. Mais il est clair que son action sera de longue haleine, c'est pourquoi il est indispensable que tous les travailleurs, français et immigrés, et tous les révolutionnaires sincères viennent le renforcer, sans aucun préalable autre que l'utilisation de méthodes de lutte de classe ouverte. C'est ainsi et ainsi seulement, qu'il sera possible de préparer, malgré les trahisons opportunistes et les suivistes de tout poil, un rapport de force favorable à une mobilisation réelle et une riposte efficace à la répression patronale et à l'exploitation capitaliste.

Permanence du Comité de Soutien aux travailleurs de Roth : tous les vendredis de 13 à 20 h au Cardek, 12, rue du Renard-Préchant, Strasbourg.)

## Presse du Parti

Voici le sommaire du n° 20 de

### il programma comunista

- L'Internazionale degli sbirri al lavoro.
- L'illusione di guarire il capitalismo dai suoi mali : Il « nuovo ordine monetario » alla prova dei fatti.
- Berlinguer e il monsignore : Monsignore, partecipi anche lei al nostro cocktail-party !
- I militanti comunisti sono atei ?
- Sulla via del « partito compatto e potente » di domani.
- Il PCI, Lotta continua e il « movimento » di fronte al problema dei giovani.
- Cronache internazionali : La memoria della classe operaia (La Grande Sollevazione del 1877).
- Lettera dall'America : la « ripresa economica » batte la fiacca.
- Una nostra riunione sindacale centrale.
- Lotte operaie : nostri interventi.



### REVUE THEORIQUE N° 74 (septembre 1977) programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
  - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
  - Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
  - Parti révolutionnaire, ou scénario de « marxologues » ?
- 92 pages - 8 F



### Kommunistisches Programm

## Aujourd'hui, Baader...

(suite de la page 1)

même à l'ultra-gauche) dans la dénonciation du terrorisme. Ce ralliement aux positions de la bourgeoisie est encore plus ignoble lorsqu'il se cache derrière le prétexte de protéger les luttes et les organisations ouvrières des coups de l'Etat. Certes, la bourgeoisie profite de l'occasion pour réprimer toute lutte sociale. Mais ceux qui prétendent défendre les luttes et les organes de classe — qui renaissent si difficilement et si douloureusement — en se retranchant derrière les principes de l'adversaire, en désavouant l'usage de la violence et de la terreur, en enfermant la lutte de classe dans le cadre démocratique, entravent en réalité le réveil de classe du prolétariat. Le fortifiant qu'ils prétendent administrer au mouvement classiste de masse, la démocratie, est en fait un poison terrible qui, même s'il ne l'empêche pas de grandir, le paralysera demain !

L'acharnement sanguinaire avec lequel la bourgeoisie assassine les otages qu'elle détient dans ses prisons modèles, la formidable démonstration de force dont elle fait parade une fois sa victoire acquise, ont précisément ce but : essayer de retarder la reprise de la lutte prolétarienne, dont l'épopée tragique de Baader et de ses camarades a réveillé la hantise dans la mémoire de la classe.

Ce n'est pas du tout un hasard si le terrorisme renaissant dans les pays impérialistes atteint son paroxysme justement dans cette Allemagne deux fois écrasée militairement, puis dépecée, et cette fois occupée par les vainqueurs par crainte d'une vague révolutionnaire analogue à celle qui avait suivi la première guerre impérialiste. C'est là, en effet, que se concentrent les plus formidables moyens de pression et de répression de tout l'ordre international ; c'est là que surgissent, bien que de manière inadéquate et impuissante, la haine et la révolte contre l'infâme ordre impérialiste mondial. Si le geste courageux des martyrs d'aujourd'hui n'ouvre pas la voie à la reprise prolétarienne, comme ils ont pu se

l'imaginer, il indique cependant l'épicentre de cette reprise et il annonce l'approche de ses tempêtes.

Ce n'est pas non plus un hasard si le terrorisme de Baader a pu trouver un appui dans le terrorisme palestinien, cette expression aiguë de la lutte des masses prolétariennes des continents arriérés, soumises au joug écrasant de l'ordre international. Cet appui répond aux premiers gestes des terroristes allemands, qui visaient à aider la révolution indochinoise ; et qui, par là, montraient qu'ils tendaient, même si c'est de façon confuse, vers cette convergence des luttes du prolétariat des puissances impérialistes avec celles des peuples opprimés, préconisée par l'Internationale Communiste. Et, pour insuffisantes qu'elles soient, ces actions et cette alliance sont un gage pour demain : lorsque le prolétariat des métropoles impérialistes relèvera la tête, les masses opprimées des continents dominés ne seront plus seules à combattre l'impérialisme. Tout l'ordre établi a reconnu avec une énorme frayeur le signe annonciateur de cette future et féconde alliance, une frayeur qu'il avait pu oublier pendant des décennies trop longues hélas, et qui le pousse à réagir avec une barbare cruauté, pour conjurer le spectre du réveil de classe du prolétariat.

Le prolétariat, qui produit toutes les richesses du monde, peut devenir une force immense, s'il parvient à allier la conscience de son but grandiose et unique, son émancipation d'une société dans laquelle il n'a rien à défendre, avec ses moyens de lutte spécifiques et l'organisation et la discipline dont il est capable plus que toute autre classe. Cinquante ans de triomphe de la contre-révolution, de guerre et de boom économique, de social-démocratie, de fascisme et de stalinisme ont détruit les organisations de classe du prolétariat, brisé ses traditions et effacé sa politique de classe. Aujourd'hui encore, malgré les secousses économiques et sociales, les ouvriers ne réagissent aux attaques directes du capital que de façon désordonnée et sporadique, et leurs réactions sont encore large-

ment contrôlées et contenues par l'encadrement des partis pseudo-ouvriers.

Or, c'est seulement dans un retour à la lutte de classe du prolétariat, pour ses buts immédiats et historiques de classe, avec ses moyens de classe, nécessairement violents et anti-démocratiques, que pourront être dépassés les erreurs du terrorisme à la Baader. Non pas, bien entendu, par la négation et le rejet des actions violentes et terroristes, mais par leur intégration dans la lutte de masse, par l'encadrement de ces énergies, poussées à la lutte à mort contre l'ordre bourgeois, dans la lutte collective du prolétariat. Comme le proclamait Marx — surnommé « red terror doctor » par la bourgeoisie du siècle dernier — dans son Adresse de 1850 : « Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus hais ou des édifices publics auxquels ne sont liés que des souvenirs odieux, il ne faut pas seulement tolérer ces représailles, mais prendre directement en main leur direction ».

C'est la crise de la société capitaliste qui pousse des éléments isolés à la révolte immédiate, c'est la crise de la société capitaliste qui poussera les masses à la lutte. C'est notre tâche que de préparer les conditions politiques et organisationnelles qui rendront cette lutte efficace. Et c'est la révolution prolétarienne qui vengera tous ceux qui, même en se trompant, ont cherché la voie du communisme.

L'orgie de terreur dans laquelle la bourgeoisie s'enivre et cherche à oublier son sombre destin est provoquée par cette force immense que le capitalisme produit lui-même, inéluctablement et malgré lui, et dont il reconnaît le signe précurseur dans des explosions de violence qui ne peuvent pas ne pas éclater. Elle confirme que la lutte prolétarienne ne peut être que violente, anti-démocratique et internationale. Elle appelle à la reconstitution du parti mondial de la révolution et de la dictature prolétarienne, elle appelle au communisme !

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, donc le 13 novembre et le 11 décembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois soit le 6 novembre et le 4 décembre.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 2 décembre.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 20 novembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zülich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 5 et le 19 novembre, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE  
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926